

JUIN 2008 - n°68

Dans le cadre de son programme **Médias pluralistes pour la paix et la démocratie en Afrique centrale**, l'Institut Panos Paris (IPP) publie depuis juillet 2002, **Africentr@lemédias**, une lettre d'information sur l'actualité du pluralisme des médias en Afrique Centrale. Après trois ans et demi d'existence, **Africentr@lemédias**, votre rendez-vous mensuel sur l'actualité des médias d'Afrique centrale **se modernise** et vous propose de **nouvelles rubriques**.

Sommaire

1. Nouveautés

- > Cameroun : Cinq nouveaux journaux en kiosque
- > Centrafrique : Le bihebdomadaire *Nouvel espoir* est né

2. Focus

- > Cameroun : 153 jours de galère pour trois chaînes privées

3. Vie des médias

- > Cameroun : Les journaux désormais à 400 Fcfa
- > Cameroun : Six journalistes à la police judiciaire
- > Cameroun : Une agence officielle en ligne en gestation
- > Centrafrique : Dix confrères déposent plainte contre la *Radio Néhémie*
- > Centrafrique : Une Commission nationale de délivrance de la carte de presse
- > Centrafrique : Cinq radios signent un protocole d'accord avec l'Unicef
- > Gabon : *Croissance Saine Environnement* en ligne pour contourner l'interdiction du CNC
- > RDC : Formation des correspondants de *Syfia Grands Lacs* à Lubumbashi
- > RDC : *Quiproquo* se veut quotidien à Lubumbashi
- > Rwanda : Le programme populaire *Urunana* gagne un prix international
- > Rwanda : Des journalistes sportifs créent une association

4. @ découvrir, à lire

- > *Médias, jeunesse et développement*, nouveau site web lancé par Plan international
- > Journalistes en exil : rapport de la CPJ en ligne

5. Agenda

- > *Radio La Benevolencija* à Amsterdam cherche un Business manager
- > Une chaîne de télévision recherche de nouveaux correspondants africains
- > Prix Lorenzo Natali

1. Nouveautés

> Cameroun : Cinq nouveaux journaux en kiosque

Ces deux derniers mois ont été marqués par une multitude d'apparition de nouveaux titres de presse écrite dans les kiosques camerounais. Dès le 8 mai, *Baromètre*, un journal qui se consacre aux sciences sociales et aux questions culturelles, est arrivé sur le marché. Plus tard dans le mois, *Nouvel Ouest* et *Voici le Nkam*, deux journaux s'intéressant prioritairement aux actualités régionales sont à leur tour entrés en scène. En plus de ces trois titres dont la périodicité n'est pas définie, le mensuel *Cameroun Diaspora*, un journal de 32 pages qui consacre près de 70% de ses colonnes aux informations sur les camerounais vivant à l'étranger et leurs points de vue sur l'actualité du pays est également apparu, ainsi que *Germinal*, un hebdomadaire d'information générale.

Enfin, le quotidien *Le Jour*, créé en octobre 2007 par Haman Mana (l'ancien directeur de publication du quotidien *Mutations*), paraît désormais également le samedi depuis la fin du mois de mai, ce qui en fait le premier "quotidien" camerounais à paraître le week-end. On le trouve dans les kiosques au prix de 400 Fcfa (0,90\$).

Contacts

Baromètre : barometre_journal@yahoo.fr

Le Jour : lejourquotidien@yahoo.fr

JC / IPP

> Centrafrique : Le bihebdomadaire *Nouvel espoir* est né

Créé le 19 juin dernier et reconnu par le ministère de la communication, *Nouvel Espoir* est un bihebdomadaire indépendant d'informations générales. La naissance de ce journal porte à 16 le nombre de journaux centrafricains, dont 8 sont des quotidiens. Son directeur de publication est Elias Douvouama, ancien rédacteur au quotidien *Top Contact*. Le journal est tiré à 500 exemplaires et se vend à 300 francs Cfa (0,70 \$).

Contacts:

douvouama@yahoo.fr

Tel: (00236) 75200592

JY / IPP

2. Focus

> Cameroun : 153 jours de galère pour trois chaînes privées

Le vendredi 4 juillet dernier, Jean Pierre Biyiti Bi Essam, ministre de la Communication (MINCOM), prenait la décision de lever la fermeture des stations privées *Magic FM* à Yaoundé, *Radio Equinoxe* et *Equinoxe Télévision (ETV)* à Douala. 153 jours plus tôt, le 21 février, la décision de fermeture d'*ETV* avait été prononcée par le même ministre, suivie le lendemain de celle de *Radio Equinoxe* et de *Magic FM*. Une période de fermeture forcée qui a fortement fragilisé ces médias privés au ton peu apprécié du pouvoir, au nom d'une légalité qui semble appliquée arbitrairement, si l'on tient des compte d'autres médias privés, eux aussi 'illégaux', qui n'ont pas été inquiétés.

La raison officielle de ces fermetures était l'illégalité dans laquelle elles fonctionnaient jusque-là ; ne s'étant pas encore acquittées de la caution exigible pour l'ouverture d'une chaîne privée, soit 10 millions de FCFA (15 245 euros) pour la radio et 100 millions de FCFA (152 450 euros) pour la télévision. Séverin Tchoukeu, le patron d'*ETV*, confie d'ailleurs qu'il a dû verser la moitié de cette caution et qu'un moratoire lui a été accordé pour le paiement du solde. Théophile Mbiamou, le patron de *Radio Equinoxe*, a quant à lui versé la totalité de la caution. Au total, ces organes de presse sont restés muets pendant pratiquement 153 jours, au grand désarroi du personnel qu'ils employaient.

Aussitôt mis en chômage technique après la fermeture, les employés d'*ETV*, entre autres, ont passé des mois de calvaire. Pendant tout ce temps, en effet, pas le moindre argent ne leur a été versé par leur employeur, ajouté au fait qu'ils totalisaient déjà deux mois d'arriérés de salaire au moment de la fermeture. Généralement mal payés et pris de court par ces mesures, ils n'avaient donc pas d'économies pour vivre pendant tout ce temps. "*Deux de nos collègues ont déjà déménagé pour retourner à Yaoundé dans leurs familles afin d'échapper aux charges du loyer qu'ils ne peuvent plus honorer*", confie Viviane, une journaliste qui dit accumuler trois mois d'arriérés de loyer. Elle est pourtant parmi les plus chanceux ; puisqu'elle fait partie des quatre journalistes de cette télévision sélectionnés au mois de juin pour exercer en tant que pigistes au sein de la rédaction du quotidien *La Nouvelle Expression*, appartenant au même promoteur. Les autres, abandonnés à leur sort, ont souvent été obligés d'aller à la rencontre de leur patron pour solliciter de l'aide, qu'ils ont bon an mal an obtenu. L'un des présentateurs vedettes du journal en anglais sur *Radio Equinoxe* est retourné dans la province du Sud-ouest, dont il est originaire, où il fait depuis quelques temps des essais pour une autre station radio basée à Limbé. Le rédacteur en chef adjoint de *Radio Equinoxe* a, lui, trouvé un emploi temporaire dans une entreprise de Douala et personne ne sait s'il est prêt à reprendre son poste après cette réouverture. De son côté, Martin Camus Mimb, le chef du service des sports a vite fait de signer un contrat qu'il dit "juteux" pour la chaîne privée concurrente *STV*. Au total, soutient Séverin Tchoukeu, ce sont 15% du personnel d'*ETV* qui sont allés chercher fortune ailleurs.

La reprise des programmes ne s'annonce pas de tout repos. Aussi parce qu'il n'est pas sûr que les équipements électroniques, si sensibles, aient pu résister à l'humidité ambiante pendant presque cinq mois sans utilisation et sans maintenance. D'ailleurs, juste après le retrait des scellés, l'on a remarqué que l'ondeur qui alimente *ETV* refusait de démarrer. C'est ainsi que ces chaînes n'ont pas directement relancé leurs programmes après la décision du MINCOM du 4 juillet. Toute la semaine dernière, *Radio Equinoxe* et *ETV* ont procédé au rodage du matériel et n'ont diffusé que de la musique, *ETV* affichant en permanence son logo en plus d'un message annonçant la reprise des programmes pour « *bientôt* ». Quant à *Magic FM*, elle est restée muette jusqu'à présent ; puisque ce n'est que ce 14 juillet que ses équipements emportés au moment de la fermeture par les forces de l'ordre qui, au passage, en avaient saccagé d'autres, lui ont été rétrocédés. Dès lors, à en croire leurs responsables respectifs, les trois chaînes devraient relancer leurs programmes avant le 21 juillet. Mais un obstacle supplémentaire s'est également élevé devant ces médias : pendant la fermeture, ces stations ont été victimes de ce que le patron de *Radio Equinoxe* appelle un « *clonage éditorial* ». Il s'agit d'une copie plus ou moins conforme de la plupart de leurs émissions à succès par d'autres chaînes.

Deux principaux défis interpellent aujourd'hui les promoteurs de ces stations : remplacer les employés qui sont partis et reconquérir leur audience à travers des programmes encore plus attrayants. Si recruter de nouveaux cadres ne s'annonce pas être une tâche trop compliquée compte tenu du nombre de postulants, la reconquête de l'audience peut être plus ardue...

Toutes ces conséquences néfastes pour ces chaînes viennent officiellement d'une fermeture pour « *illégalité* », mais l'argument perd de sa force lorsqu'on sait qu'elles ne sont pas les seules à ne pas encore avoir payé ne serait-ce qu'une partie de la caution exigible. Beaucoup de stations émettent toujours aujourd'hui sans avoir fait ce premier pas... Il est par contre de notoriété publique au Cameroun que le régime voyait d'un mauvais œil les débats ou les tribunes libres que *Radio Equinoxe*, *ETV* et *Magic FM* organisaient sur l'actualité politique. Des programmes où l'écrasante majorité des intervenants s'opposaient au projet de réviser la constitution pour permettre au président Paul Biya d'être à nouveau candidat à sa succession en 2011. Le pouvoir avait mal supporté les comptes rendus que ces stations faisaient des fréquentes manifestations qu'organisaient les leaders d'opinion pour dire « *non* » à ce projet. Et ce n'est pas un hasard si ce « *bâillonnement* » est intervenu quelques jours seulement avant la session ordinaire de l'assemblée nationale qui, en mars 2008, a finalement adopté cette modification de la constitution. Autant de signes qui laissent penser que la fermeture de ces médias était motivée par des raisons et des intérêts politiques et que leur réouverture a été assortie d'une condition officieuse de changer de ton pour être moins critique vis-à-vis du régime. Les patrons d'*ETV* et de *Radio Equinoxe* récusent cependant ce dernier point.

Les téléspectateurs gardent cependant en mémoire le cas de la première chaîne de télévision privée *Canal 2 International*. Après avoir été elle aussi fermée il y a quelques années, elle était revenue sur les ondes avec une grille de programmes élargie et un ton beaucoup plus doux... Toutes ces raisons ne rendent que plus attendues les reprises des programmes d'*ETV* et de *Radio Equinoxe* ...

/ JC / IPP /

3. Vie des médias

> Cameroun : Les journaux désormais à 400 Fcfa

Depuis le 1^{er} juillet dernier, les journaux au format tabloïd, quelle que soit leur périodicité, coûtent plus cher au Cameroun. Il faut désormais déboursier 400 Fcfa (0,60 euro) au lieu des 300 Fcfa (0,45 euro) en vigueur depuis une quinzaine d'années. Cette augmentation est le fruit d'une rencontre tripartite qui a regroupé le 8 mai dernier les éditeurs, le distributeur *Messapresse* et les imprimeurs. Il était question de rechercher ensemble des solutions pour faire face aux différents problèmes qui minent le secteur de la presse écrite au Cameroun, et notamment la cherté des intrants, tels que le papier journal et l'encre dont les coûts subissent la hausse constante du prix de l'énergie.

Mais d'autres problèmes essentiels sont apparus au cours de cette rencontre, comme ceux de la location des journaux et de la vente parallèle. La location consiste, pour le kiosquier, à céder le journal au lecteur à un prix inférieur au prix officiel (100 ou 200 Fcfa). Le "locataire" lit alors sur place les articles qui l'intéressent et retourne ensuite le journal au vendeur. La vente parallèle, elle, commence à l'imprimerie où des ouvriers impriment au-delà du tirage normal du journal. Le surplus étant acheminé chez des vendeurs complices à travers un canal autre que celui du distributeur conventionnel qu'est *Messapresse*. Au bout de la chaîne, le vendeur complice a le devoir de vendre en priorité les journaux issus de ce stock "noir". Pour s'attaquer à ces autres fléaux, il a été décidé de mettre en place une équipe de contrôleurs chargés de visiter les imprimeries et les kiosques de manière inopinée afin de dénicher et démanteler le système.

/ JC / IPP /

> Cameroun : Six journalistes à la police judiciaire

Six journalistes ont été entendus dans le courant de mai et juin dernier par la police judiciaire à Yaoundé et à Douala. Marie-Noëlle Nguichi et Jean François Channon du quotidien *Le Messager* ont été entendus à Yaoundé pour avoir tous les deux signé les articles d'un dossier portant sur les rôles joués par différentes hautes personnalités dans l'affaire *Albatros*. Affaire du nom de l'avion présidentiel dont l'achat a avorté en 2004 à cause de nombreuses irrégularités procédurales et de malversations financières. Quelques jours plus tard, quatre journalistes étaient à leur tour entendus à Douala à la sortie d'une émission sur la chaîne de télévision privée *STV*, portant sur le même sujet. Parmi eux, se trouvaient Jean-Marc Soboth et Alex Gustave Azébazé, les deux principaux responsables du *Syndicat national des journalistes du Cameroun* (Snjc), alors invités au programme.

Les six journalistes ont affirmé que la police voulait connaître leurs sources d'information et les rapports qu'ils entretiennent avec les personnalités impliquées dans l'affaire. La police leur a aussi fait remarqué qu'ils venaient, par ces articles et émissions, de violer le secret de l'instruction. Ce d'autant plus que lors de l'émission sur *STV*, l'un des journalistes invités a brandi le procès verbal de l'audition de l'une des personnalités entendues dans le cadre de l'instruction. Après leur audition, les journalistes ont tous été relâchés.

/ JC / IPP /

> Cameroun : Une agence officielle en ligne en gestation

Jean-Pierre Biyiti Bi Essam, ministre de la Communication (MINCOM), a annoncé le 3 juin dernier "le retour à l'académie" qu'il définit comme "*la collecte, le traitement et la diffusion de l'information sur le Cameroun profond*". Plus concrètement, le MINCOM entend œuvrer à la création d'un portail web qui sera animé par les délégués du ministère de la Communication qui sont présents dans toutes les unités administratives du pays. Chaque délégué étant appelé à fournir chaque jour les nouvelles de sa région.

Si le projet se concrétise, ce portail pourrait très rapidement devenir une importante source d'informations à la disposition de la presse camerounaise trop peu pourvue en nouvelles de l'arrière-pays. En effet, avec la disparition de *CAMNEWS* à l'aube des années 2000, le Cameroun n'a plus d'agence de presse. En conséquence, l'essentiel des informations diffusées par la presse provient des grandes métropoles et de leur voisinage immédiat. Même les pages régionales, qui autrefois remplissaient trois à quatre pages dans le quotidien gouvernemental *Cameroon Tribune*, ne paraissent plus que rarement et le plus souvent sur à peine une page.

La création de cette agence constitue le premier élément du *New deal communicationnel* promis par le MINCOM lors de sa prise de fonction en septembre 2007.

/ JC / IPP /

> Centrafrique : Dix confrères déposent plainte contre la *Radio Néhémie*

N'ayant pas trouvé satisfaction auprès de l'inspection générale du travail, dix journalistes radiés par le directeur de la radio protestante *Néhémie* ont décidé de déposer plainte devant la justice. Ils exigent de leur ancien employeur la somme de 110 millions de francs Cfa à titre de dommages et intérêts pour les préjudices subis : licenciement abusif, traitements incorrects, non paiement des heures supplémentaires, ... Les plaignants, qui totalisent plus de 4 ans de bénévolat au sein de la *Radio Néhémie*, percevaient, selon eux, des indemnités variant entre 25 000 à 30 000 francs Cfa. Cette station, partenaire de l'Association missionnaire Maranatha internationale (Ammi), "*préfère les textes bibliques aux statuts et règlement intérieur*", déplore les dix confrères. Cette affaire vient mettre en lumière la situation particulière des journalistes centrafricains qui travaillent dans les stations confessionnelles, et y affrontent des conditions de travail difficiles. Très souvent sans formation, ces derniers ne sont pas enregistrés au sein de l'Office centrafricain de sécurité sociale (Ocsc) et bénéficie généralement d'un traitement dérisoire, fixé unilatéralement par les directions des stations radios.

/ JY / IPP /

> Centrafrique : Une Commission nationale de délivrance de la carte de presse

Le 14 juin 2008, à Bangui, l'Union des journalistes de Centrafrique (Ujca) a tenu son assemblée générale ordinaire. À l'issue de ces assises, deux journalistes ont été élus pour représenter leurs pairs au sein de la nouvelle Commission nationale pour la délivrance de la carte de presse (Cndcp). Il s'agit de Faustin Bambou et Malembassa. La délivrance de la carte nationale de presse, recommandée par les Premiers états généraux des médias centrafricains (Pegmc) tenus en 2007, vise à aider les journalistes à accéder plus facilement aux sources d'informations, surtout officielles. Cette carte de presse permettra également à l'Ujca de mettre un terme à certains comportements d'individus qui utilisent les noms d'organes de presse à des fins personnelles.

Les deux autres points inscrits à l'ordre du jour, qui étaient le renouvellement du bureau de l'Ujca et l'adoption de la déclaration de principe du journaliste centrafricain, ont été renvoyés à la prochaine session de l'Union. Les raisons invoquées pour ce report étaient l'absence de rapport du commissaire aux comptes et les mésententes sur certains articles concernant la déclaration de principe du journaliste.

/ JY / IPP /

> Centrafrique : Cinq radios signent un protocole d'accord avec l'Unicef

Cinq radios privées centrafricaines, à savoir *Ndéké-Luka*, *Néhémie*, *Notre Dame*, *Voix de la paix* et *Voix de la Grâce* ont signé, le 6 juin 2008, un protocole d'accord avec l'Unicef. Selon cet accord, ces stations produiront des émissions faisant la promotion des droits de l'enfant; l'Unicef, elle, offre à ses partenaires un appui technique structurel via l'équipement en micros et ordinateurs. À en croire Arsène-Jonathan Mosséavo, rédacteur en chef de *Radio Notre-Dame*, l'aide octroyée par l'Unicef est d'autant plus significative qu'"elle permet aux cinq stations radio d'avoir de nouveaux moyens pour mener à bien l'ensemble de leurs activités." Face à la montée des violences perpétrées à l'encontre des enfants, l'Unicef développe actuellement en Centrafrique une vaste campagne médiatique à l'attention de l'opinion publique, afin d'augmenter sa prise de conscience réelle en faveur de la protection de l'enfant.

/ JY / IPP /

> Gabon : *Croissance Saine Environnement* en ligne pour contourner l'interdiction du CNC

Le directeur de publication du bimensuel *Croissance Saine Environnement*, Nicaise Moulombi, a officiellement lancé une version en ligne le 5 juin dernier de son journal frappé d'une mesure d'interdiction depuis le 18 mars dernier. "*Le CNC (Conseil national de la communication, l'organe de régulation des médias, ndr) a cru nous museler. Nous avons désormais une autre tribune via l'internet afin de continuer à informer le public*", a déclaré M. Moulombi. Le journal, défenseur du respect des normes environnementales, peut en effet être lu sur la toile à l'adresse www.croissancesaine.org.

Au Gabon, aucune loi réglementant les médias électroniques n'existe pour l'instant. Mais selon une source proche du CNC, une loi en ce sens est actuellement étudiée. Le CNC avait suspendu, pour une durée indéterminée, le journal *Croissance Saine Environnement* pour diffamation à l'encontre du directeur général de la *Caisse nationale de sécurité sociale* (CNSS), Antoine Yalanzèle. Pour lever la mesure, le CNC exige que le directeur de publication de ce journal apporte la preuve de ses allégations. Ce qui n'a toujours pas été fait.

Outre pour échapper à ce qu'il considère comme de la censure, l'organe de presse s'est tourné vers le web afin de donner une dimension plus importante à sa diffusion, en permettant sa lecture 7 jours sur 7, 24h sur 24, dans le monde entier. Il veut ainsi toucher un public plus large, qui pourra lire le bimensuel mais aussi s'informer sur l'histoire et la vie au quotidien de l'organisation *Croissance Saine Environnement*, consulter les différentes éditions du bimensuel et suivre les dernières informations en ligne. "*Notre site se définit comme un portail d'information en ligne*", précisait Nicaise Moulombi dans un article mis en ligne ce 12 juin dernier. *Croissance Saine Environnement* devient ainsi le deuxième journal gabonais, après *La nation*, à être consulté sur Internet.

/ IM / IPP /

> RDC : Formation des correspondants de *Syfia Grands Lacs* à Lubumbashi

La ville de Lubumbashi, capitale de la province du Katanga, a abrité du 26 au 30 mai dernier un séminaire de formation à l'intention des nouveaux correspondants de l'agence de presse *Syfia Grands Lacs* (SGL). Cette formation comptait 18 participants : 10 Congolais, 4 Rwandais et 4 Burundais. Ce séminaire portait sur des notions de base telles la collecte, le traitement et la diffusion de l'information d'une agence de presse.

Les travaux étaient animés par six formateurs, dont 3 correspondants les plus expérimentés de l'agence de presse *Syfia* qui se sont ainsi formés à la formation. Ils avaient pour mission de partager leurs expériences avec les nouveaux venus et de les aider à s'imprégner de la méthodologie de travail de l'agence de presse. Le profil et l'expérience de ces correspondants, devenus formateurs, peuvent aujourd'hui être mis à profit d'autres organismes de la région via leurs structures autonomes créées récemment grâce à l'appui de SGL. Et ce, pour la formation de journalistes et l'animation de séminaires, par exemple.

/ FS / IPP /

> RDC : *Quiproquo* se veut quotidien à Lubumbashi

Le journal *Quiproquo*, hebdomadaire d'informations générales paraissant à Lubumbashi, est en passe de devenir un quotidien. C'est dans cette optique que depuis son numéro 330 du 16 mai dernier, le journal, détenant le monopole de la régularité dans sa parution, paraît deux fois par semaine. Pour ce faire, l'organe de presse vient d'acquiescer sur fonds propres une nouvelle imprimerie dotée d'un équipement performant. Le numéro spécial l'intronisant bihebdomadaire est consacré à la célébration du premier anniversaire du gouvernement provincial du Katanga. Selon le Directeur des publications de *Quiproquo*, Alphonse Devos Mwanza Kashama, ce journal deviendra quotidien avant la fin de l'année en cours et sera alors vendu à 100 FC [± 0.2 \$] afin de permettre à toutes les couches de la population d'avoir accès à l'information. Actuellement, la province du Katanga compte 60 titres de presse écrite, tous concentrés sur Lubumbashi et dont cinq seulement paraissent régulièrement selon une fréquence d'un hebdomadaire.

/ FS / IPP /

> Rwanda : Le programme populaire *Urunana* gagne un prix international

Le programme radio *Urunana Développement Communication* a reçu, le 12 juin 2008 à Londres, un prix international spécial destiné aux médias de développement décerné par *One World Broadcasting Trust*, une organisation britannique. *Urunana* ("Main dans la main") est un feuilleton de théâtre radiophonique de 10 minutes écrit et produit en kinyarwanda au Rwanda et diffusé sur les ondes régionales de la BBC, ce qui permet à près de 13 millions d'auditeurs éparpillés dans la région des Grands Lacs de le suivre trois fois par semaine.

Depuis sa première diffusion sur *Radio BBC* en 1999, le feuilleton *Urunana* a abordé au fil de ses épisodes des sujets liés à la sexualité, aux relations conjugales, au préservatif, à la santé reproductive des adolescents, au VIH/SIDA, à l'hygiène de la femme. Il s'adresse surtout aux femmes et aux jeunes du milieu rural, en majorité analphabètes et qui ont le moins accès à l'information. Il attire un large public "*soucieux d'apprendre les réalités vécues au quotidien, mais pourtant inconnues*", selon ses promoteurs.

D'après l'enquête réalisée au Rwanda par *Health Unlimited*, un organisme anglais, portant sur le changement de comportement de la population grâce au feuilleton, les résultats d'*Urunana* sont plus qu'encourageants. Cela est surtout dû à l'interactivité de la réalisation de son théâtre. Des réunions sont organisées régulièrement avec les auditeurs pour s'assurer que les messages sont bien compris et recueillir des suggestions. De plus, les auteurs du feuilleton passent au moins une semaine par an en campagne pour bien comprendre et s'imprégner de la vie des collines. Ils peuvent ainsi restituer des histoires qui touchent les gens parce qu'elles leur sont proches.

Le programme de radio *Urunana*, qualifié de 'miroir de la société', avait déjà été primé, le 4 juin dernier à Kampala (Ouganda), cette fois-ci par *AfriComnet*, une organisation qui appuie la presse dans le combat de lutte contre la pandémie du Sida.

/ VN / IPP /

> Rwanda - Des journalistes sportifs créent une association

Des journalistes sportifs rwandais se sont réunis, le 9 juin 2008 à Kigali, pour mettre sur pied une association les regroupant. Les membres fondateurs de l'*Association rwandaise des journalistes sportifs indépendants* (ARJSI) appartiennent tous à la presse privée. Ils entendent améliorer les relations de travail entre les journalistes et leurs sources d'information. Ils voudraient également renforcer la protection de ces sources d'information et maîtriser davantage l'impact de la technologie actuelle sur l'éthique journalistique, car de plus en plus de médias publient des informations glanées sur l'internet, sans source fiable. L'Association compte lutter pour que la plus-value du savoir faire et de la rigueur journalistique soit reconnue face aux infos que l'on trouve sur le web.

Selon le porte-parole de cette association, Christian Uwigenga de *Contact Radio*, une réunion électorale se tiendra très prochainement pour mettre en place un comité exécutif qui représentera l'association devant la loi. Il tient également à préciser que l'association naissante est prête à accueillir d'autres chroniqueurs sportifs, rédacteurs, producteurs, photojournalistes, présentateurs qui maintiennent un intérêt pour les activités associatives.

Une première association rassemblant les journalistes sportifs avait déjà vu le jour au Rwanda en 2000, mais était devenue inactive quelques années après, des suites d'une mauvaise gestion mais aussi d'une méfiance des journalistes qui considéraient que l'association manquait d'indépendance face au pouvoir.

/ VN / IPP /

4. A lire, @ découvrir

> Médias, jeunesse et développement, nouveau site web lancé par Plan international

Médias, jeunesse et développement, disponible à l'adresse www.plan-childrenmedia.org, est le tout nouveau site lancé par l'Ong Plan international lors de la journée internationale de l'enfant africain le 16 juin dernier. Dans un premier temps créé pour les enfants et adolescents, cette plateforme interactive a pour objectif de promouvoir le travail des médias portant sur les droits des enfants en Afrique de l'ouest. Même s'il concerne cette région de l'Afrique, en ce compris le Cameroun, le site comprend de nombreux documents utiles également aux professionnels des médias d'Afrique centrale. En effet, un kiosque recense les principales ressources liées aux droits des enfants, telles les rapports et évaluations, communiqués de presse, papiers institutionnels, bandes dessinées, guides pratiques.

Dans la médiathèque du site, des vidéos, bandes son et albums musicaux produits lors de divers projets de Plan International ainsi que des témoignages d'enfants ayant participé aux activités de l'Ong sont disponibles. Toutes ces archives sont classées par médias et par thème, tel la discrimination, la liberté d'expression, la maltraitance ou encore l'exploitation économique ; et sont écoutables dans différentes langues.

/ InfoSud /

> Journalistes en exil : rapport du CPJ en ligne

Le CPJ, Comité de protection des journalistes (Committee to Protect Journalists), a mis en ligne depuis le 18 juin dernier son rapport *Journalistes en exil*. Selon ce rapport, "*au moins 82 journalistes ont fui leur pays natal sous la menace ou le harcèlement ces douze derniers mois*". Le comité enregistre ainsi un record du nombre de journalistes forcés à l'exil au cours d'une année : le double comparé aux autres années, selon les données récoltées depuis 2001 par le comité. "*Plus de la moitié*

de ces exils sont dus aux conflits d'Iraq et de Somalie ", constate encore le rapport. Le témoignage de Ahmed Fadaam, un journaliste iraquien forcé à l'exil, est disponible en ligne. L'enquête répertorie les conditions de vie de ces journalistes avant et après leur exil, ainsi que les différentes raisons de leur départ. Enfin, le profil statistique des journalistes en exil, pour l'année écoulée ainsi que pour les 7 dernières années, est consultable. Le Cameroun et le Rwanda figurent notamment dans ce profil, puisque les deux pays comptent chacun pour cette dernière année un journaliste exilé. Le CPJ a mené cette enquête pour marquer la journée internationale des réfugiés du 20 juin.

Rapport disponible sur : http://www.cpj.org/Briefings/2008/exiles_08.html

/ InfoSud /

5. Agenda

> **Radio La Benevolencija à Amsterdam cherche un Business manager**

Etablie en 2002 et basée à Amsterdam, *Radio La Benevolencija*, fondation humanitaire, est une organisation non gouvernementale qui développe et produit des projets de médias éducationnels visant à la réconciliation, la guérison des traumatismes et la prévention de la violence. La fondation a des projets au Rwanda, Burundi, en RDC et Bosnie-Herzégovine. Cette radio est actuellement à la recherche d'un *Business Manager* parlant couramment néerlandais pour un emploi de 16-20 heures/semaine. Il s'agit d'un contrat d'un an renouvelable. L'intéressé sera en charge des projets de l'organisation à travers les prises de contact directes avec les partenaires et les donateurs, ainsi qu'à travers des rapports financiers progressifs. Une expérience professionnelle relevante liée à d'autres projets de développement est souhaitée.

Pour déposer votre candidature : info@labenevolencija.org

/ InfoSud /

> **Une chaîne de télévision recherche de nouveaux correspondants africains**

En vue de renforcer son réseau de correspondants sur le continent africain et au sein des diasporas africaines, une chaîne de télévision panafricaine basée à Paris (France) recherche des journalistes et des reporters d'images expérimentés en Afrique, en Asie, en Amérique et en Europe. La chaîne recherche principalement des journalistes indépendants capables de couvrir l'actualité régionale dans leur zone de résidence.

Pour répondre à cette annonce, envoyez CV, prétentions financières et lettre de motivation à presseafricaine@yahoo.fr qui transmettra. Réponses attendues au plus tard le 30 juillet 2008.

/ InfoSud /

> **Prix Lorenzo Natali**

Organisé par la Commission européenne, le prix Lorenzo Natali récompense les journalistes ayant défendu dans leurs travaux la démocratie, les droits de l'Homme et le monde en développement. Pour la première fois cette année, ce prix s'ouvre aux journalistes de la radio et de la télévision. Chaque candidat peut présenter UN travail journalistique ou UN extrait de travail journalistique diffusé entre le 1er janvier 2007 et le 30 juin 2008.

Les quinze lauréats du Prix Lorenzo Natali seront les hôtes d'honneur de la Commission européenne le temps d'un séjour en France. Chaque lauréat recevra un trophée et un prix.

Pour vous inscrire, rendez-vous avant ce 31 juillet 2008 sur le site www.prixnatali2008.eu afin de soumettre en ligne votre candidature dûment complétée.

Pour toute information complémentaire, anais@prixnatali2008.eu

/ InfoSud /

Comité de rédaction

> Direction

Pascal Berqué, Directeur des programmes, Institut Panos Paris, pascal.berque@panosparis.org

> Coordination et diffusion

Domitille Duplat-Saunier, Responsable du programme Médias pluralistes pour la paix et la démocratie, Institut Panos Paris, domitille.duplat-saunier@panosparis.org

> Secrétariat de rédaction

Infosud

66, rue Coenraets
1060 Bruxelles - Belgique
Tél. +32 (0)2 535.06.64 ; +32 (0)2 535.06.67 – Fax +32 (0)2 535.06.80
Courriel : infosud@skynet.be
Site web : www.infosud-belgique.info



> Correspondants

Burundi : Edmond Toyi

Cameroun : Julien Chongwang

Centrafrique : Jules Yanganda

Congo : Annette Kouamba

Gabon : Isaak Mackanga

Guinée Équatoriale : Rodrigo Angue Nguema

République démocratique du Congo : Valère Odio (Bandundu), Michel Aveledi (Bas Congo), Gabriel-Bernard Ohanu (Equateur), Anne-Marie Kasenga (Kasaï Occidental), Innocent-Prosper Mbumba (Kasaï Oriental), Frank Baku (Kinshasa), Doudou Solol (Katanga), Dieudonné Malékéra (Sud-Kivu), Shabani Mwanaomba (Maniema), Patient Ndoole (Nord Kivu), Flory Ngongo (Province Orientale)

Rwanda : Venant Nshimyumurwa

Tchad : Laoro Gondjé

> Graphisme et mise en forme

Chantal Fitoussi, Conceptrice-réalisatrice internet
www.chantalfitoussi.net

> Contact et diffusion

Institut Panos Paris - 10, rue du Mail - 75002 Paris (France)
Tél. (331) 40 41 05 50 - Fax (331) 40 41 03 30
Email : communication@panosparis.org

Partenaire et soutien

